

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Recrutement d'un cabinet pour l'appui à l'opérationnalisation d'accès au financement des filières agricoles
Bénéficiaire(s)	Etablissements de crédit, MPME, exploitations familiales dont structures de transformation et jeunes producteurs
Pays	Union des Comores
Durée totale de la mission	16 mois (200 hommes-jours)

II. Contexte et justification des besoins

La prépondérance du secteur agricole dans l'économie comorienne est un fait largement reconnu. Le secteur agricole contribue à près du tiers du produit intérieur brut et représente 90 % des recettes d'exportation. Le secteur agricole emploie 71 % de la population active. Plus de 72 % des agriculteurs comoriens pratiquent une agriculture de subsistance.

Le gouvernement des Comores avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers a lancé plusieurs initiatives pour soutenir la production et la commercialisation des filières de rente dans l'objectif d'augmenter le volume de la production tout en respectant l'environnement et en fournissant des produits variés et de bonne qualité.

Dans ce cadre, le projet d'appui aux filières d'exportation de produits agricoles et au développement rural (AFIDEV) est un projet de soutien aux filières d'exportation de produits agricoles (vanille, girofle et l'ylang-ylang), financé par l'Agence française de développement et mis en œuvre par l'opérateur d'assistance technique Expertise France, en étroite collaboration avec les équipes du Ministère de l'Agriculture de l'Union des Comores.

La population comorienne est jeune, 70 % a moins de 35 ans (RGPH, 2017). Le chômage frappe durement la jeunesse. Près de 34 % des jeunes de moins de 35 ans seraient sans emploi¹. La réduction du chômage, notamment celui des jeunes est un des enjeux majeurs du développement du pays. Le secteur agricole en tant que principal moteur de l'économie comorienne devrait contribuer à résorber une part importante de ce chômage. Or on constate que l'âge moyen des chefs d'exploitation agricole aux Comores est de 50 ans.

Pour le Plan Comores Emergents², « *l'emploi est la pierre angulaire du développement des Comores. L'ambition est de parvenir à court et moyen termes à réduire considérablement le chômage qui frappe les jeunes et engendre la faible participation des femmes à l'activité économique du pays, en privilégiant le respect de l'égalité entre hommes et femme.* »

Un constat largement partagé est que les jeunes, en général, se désintéressent des activités agricoles. Se pose alors le problème de la reprise des activités agricoles après le retrait des agriculteurs âgés ainsi que la modernisation des exploitations. L'une des priorités fixées par le Gouvernement comorien au

¹ Le taux de chômage dans la population active serait de 46 %, variable d'une île à l'autre et entre milieu rural et urbain

² Plan Comores Emergents synthèse, décembre 2019

titre de son Plan Comores Emergent est de promouvoir une forme moderne et durable d'agriculture, génératrice de richesse dans les zones rurales.

Les principaux obstacles à l'insertion des jeunes dans l'agriculture sont :

- La difficulté d'accès à la terre.

Aux Comores, la terre est rare. Il s'agit d'un problème physique lié au caractère insulaire du pays. La superficie moyenne des exploitations agricole est estimée à 1,1 ha. Ce sont souvent des exploitations de type familiale. L'acquisition de terre agricole par un jeune en dehors de l'héritage est difficile vu le prix de la terre aux Comores³. En outre, dans le cas d'un héritage, souvent en partage avec d'autres membres de la famille, la propriété reste floue et n'incite pas à investir. Les enjeux liés à la terre sont complexes dans le contexte comorien où se mêlent les sources moderne, coutumière et religieuse du droit foncier.

- Le manque d'attractivité du travail d'agriculteur

Le travail d'agriculteur est réputé pénible. Cette image est aggravée par le caractère rudimentaire de l'outillage et la très faible mécanisation de l'agriculture comorienne. L'activité agricole est également considérée comme peu rémunératrice.

- La difficulté d'accès au crédit

Bien que le paysage bancaire des Comores se soit diversifié aux cours de ces dernières décennies, notamment avec le développement des mutuelles d'épargne crédit, l'accès au crédit agricole reste difficile⁴ pour des jeunes incapables de présenter des garanties. Il n'existe pas pour le moment de banque agricole.

Dans sa sous-composante 3.1 « facilitation de l'accès au financement pour les infrastructures de transformation » le projet prévoit une enveloppe de subvention devant permettre de garantir et bonifier les dossiers de crédits.

Cette enveloppe de subvention vise l'amélioration de la performance environnementale des filières ou à soutenir le lancement de produits innovants.

Il a été recommandé aussi qu'il y aurait une complémentarité avec le projet d'appui au financement du secteur productif (AFSP) financé par l'AFD et en cours d'exécution avec deux IMF (Union des MECK et Union des Sanduk d'Anjouan).

Une demande émanant du partenaire au projet pour orienter le budget prévu par cette sous-composante pour appuyer les acteurs de la transformation des huiles essentielles de l'ylang-ylang de l'île d'Anjouan. Dans ce qui suit une note technique de faisabilité de ce choix du MAPA qui tiendrait compte de l'enveloppe financière, du périmètre d'intervention ainsi que les modalités de mise en œuvre.

III. Objectifs et résultats attendus

1. Objectif général

L'objectif principal de la mission est de contribuer à faciliter l'accès au financement au profit du secteur agricole et de lever les contraintes (asymétrie de l'information, sécurisation des financements et des flux financiers, accès au marché par la contractualisation).

³ Variable entre 5 000 et 10 000 euros par ha en 2022

⁴ Les taux d'intérêt varient entre 8 et 14 %

Objectifs spécifiques

Le consultant apportera une assistance technique en vue de :

- Développer les outils d'analyse pour faciliter le financement afin de corriger l'asymétrie d'information entre la demande et l'offre de financement (pour tous les maillons des chaînes de valeur soutenues par AFIDEV⁵),
- Former les agents des structures d'accompagnement et du secteur financier sur les outils développés, les méthodes de collecte de données et l'utilisation pertinente des outils,
- Etudier la faisabilité et mettre en place du mécanisme de crédit stockage couplé avec un système de traçabilité des produits d'exportation,
- Préparer des modules de formation et former les acteurs en éducation financière et à la gestion de l'entreprise,
- Faciliter l'accès aux marchés internationaux en y associant le secteur financier et les acheteurs internationaux,
- Appuyer la mise en place d'un mécanisme de financement durable des investissements en lien avec le secteur financier comorien et des fonds d'investissement internationaux.

2. Résultats attendus

Au terme de la présente mission, les résultats suivants sont attendus :

- Les outils d'analyse pour faciliter le financement afin de corriger l'asymétrie d'information sont développés et implémentés dans les structures partenaires sélectionnées par le projet AFIDEV,
- Les agents des structures d'accompagnement sont formés à l'utilisation des outils développés,
- La faisabilité de mise en place d'un mécanisme de crédit stockage est étudiée et le partenaire de mise en œuvre est identifié,
- La faisabilité de mise en place d'une traçabilité des produits d'exportation et le cahier des charges pour mettre en place le logiciel de traçabilité est défini,
- Les modules de formation sur l'éducation financière et la gestion des entreprises sont disponibles et les acteurs identifiés sont formés,
- Les conditions de l'accès au marché sont facilitées avec des financements adaptés pour favoriser l'exportation, y compris avec les acheteurs internationaux,
- Le mécanisme de financement des investissements d'AFIDEV est défini et les liens avec les acteurs du financement décrit.

L'ensemble de ces résultats est consigné dans un rapport de mission qui : i) restitue l'ensemble du déroulement des activités de terrain ; ii) synthétise les éléments d'analyse apportés par les échanges et les documents fournis ; iii) décrit les livrables et les formations délivrées. Ce rapport sera présenté en version provisoire puis définitive en intégrant les observations d'AFIDEV et de l'AFD.

⁵ Chaque outil d'analyse doit prendre en compte les éléments suivants : technico-économiques, accès au marché et commercialisation, financement interne et externe à la chaîne de valeur, environnementaux et sociaux.

IV. Description de la mission

1) Activités prévues

Activité 1 : préparation des modèles sur les chaînes de valeur soutenues par AFIDEV

- Constitution des groupes d'experts par filière et présentation des objectifs et de l'organisation des travaux,
- Organisation et animation des travaux de groupes par filière,
- Collecte des documents et de données utiles,
- Préparation des modèles et des fiches,
- Tests des modèles,
- Validation des modèles avec les acteurs.

Activité 2 : développement des outils d'analyse et formation des acteurs

- Intégration des modèles dans une approche d'outils d'analyse pour préparer les plans d'affaires (demande de financement) que pour l'analyse crédit (offre de financement),
- Préparation du système de gestion dossiers présentés dans le cadre d'AFIDEV,
- Préparation des modules de formation, des guides utilisateurs, des supports de collecte de données et des cas pratiques,
- Intégration de modules spécifiques sur des points clés de l'analyse et en particulier sur l'accès au marché et la commercialisation des produits, l'éducation financière, la sécurisation des financements,
- Formation des agents des structures d'accompagnement,
- Formation des agents des établissements de crédit et de la SOGAK,
- Appui à la désignation d'une ou deux structures gestionnaires et formation des administrateurs,
- Appui à la préparation des premiers dossiers.

Activité 3 : préparation d'un mécanisme de financement des investissements à coûts partagés

- Présentation d'un mécanisme de soutien à l'investissement auprès des acteurs des filières de rente et du secteur financier,
- Définition des règles de gestion et élaboration d'un manuel des opérations / procédures,
- Préparation des conventions avec les IF participantes au mécanisme,
- Formation des agents du projet en charge de la gestion du mécanisme.

Activité 4 : faisabilité pour la mise en place d'un mécanisme de crédit stockage avec l'UCCIA

- Etude de faisabilité pour la mise en place d'un système de crédit stockage professionnel des produits de rente,
- Présentation aux acteurs d'un système de crédit stockage professionnel,
- Echange avec l'UCCIA et les PTF pour la mise en place du mécanisme de crédit stockage proposé,
- Participation à l'élaboration d'un cahier des charges pour le recrutement d'un prestataire spécialisé pour accompagner l'UCCIA et les institutions financières.

Activité 5 : appui à la levée de lignes de financement pour le secteur financier

- Identification et contact avec les organisations, fonds d'investissement pour soutenir les entreprises des filières de rente.

Activité 6 : mise en place d'un système de traçabilité des produits de rente

- Etude de faisabilité pour la mise en place traçabilité des produits de rente,
- Présentation aux acteurs non financiers et financiers d'un système de traçabilité des produits en lien avec le crédit stockage,
- Préparation d'argumentaires et présentation du mécanisme auprès des acheteurs internationaux des principales filières et mesure de leur intérêt,
- Définition du cahier des charges pour la mise en place du système de traçabilité et de l'accompagnement des acteurs.

2) Livrables attendus

Il sera attendu de cette prestation les livrables suivants :

Livrables
1. Rapport de mission contenant les éléments répondant aux résultats attendus ci-dessus
2. Rapport d'avancement à mi-parcours
3. Outils d'analyse pour chacune des filières de rente et du maraîchage
4. Description fonctionnelle d'un mécanisme de crédit stockage et les recommandations pour sa mise en œuvre avec l'UCCIA et le secteur financier
5. Cahier des charges pour la mise en place d'un système digitalisé de traçabilité des produits et des stocks en lien avec le financement
6. Manuel de procédures détaillé pour un mécanisme de financement des investissements
7. Modules de formations (outils d'analyse, éducation financière)

V. Lieu, Durée et Modalités d'exécution

La durée totale de la mission est estimée 16 mois calendaires avec une charge de travail évaluée à 200 hommes-jours, entre début juin et octobre 2026.

- 1) Période de mise en œuvre : 16 mois
- 2) Date de démarrage : 1^{er} /07/2025
- 3) Date de fin : 31/10/2026

VI. Expertise et profil demandés

1. **UN.E EXPERT.E EN FINANCEMENT ET MECANISMES DE SECURISATION DU CREDIT AGRICOLE – CHEF.FE DE MISSION**

Qualifications générales

- Diplômé BAC+5 en économie, finances, banques ou similaire, d'une école ou d'université de réputation internationale,
- Au moins 10 ans d'expériences dans le développement sur le secteur du financement des entreprises et de l'agriculture en Afrique-subsaaharienne.

Qualification spécifiques

- Au moins 10 ans d'expérience avec les consultations similaires en Afrique-subsaaharienne,
- Une expérience internationale d'au moins 3 pays différents en Afrique-subsaaharienne,
- Expérience en assistance technique auprès d'institutions financières ou dans des projets et programmes de renforcement du secteur financier et agricole,
- Expérience dans des pays en voie de développement ou émergents en matière de financement du monde rural et agricole, financement des PME et appui au secteur financier,
- Bonne connaissance des mécanismes de garantie et de sécurisation du crédit en Afrique et des systèmes financiers en général,
- Bonne connaissance de la réglementation bancaire (banque et SFD),
- Bonne expérience dans le montage de l'ingénierie financière pour le financement des entreprises agricoles (PME, coopératives, exploitations familiales),
- Expérience pratique de la formation d'agents des institutions financières.

Expérience de la région et connaissance des langues

- Bonne connaissance de l'Afrique, de préférence de l'Afrique sub-Saharienne francophone,
- Expérience au Comores est un atout avec une bonne connaissance du secteur financier comorien,
- Français courant oral et écrit.

Rôle dans la mission

- Coordination de l'équipe d'experts et relation avec le client,
- Participation sur la conception des outils d'analyse et en particulier sur l'analyse technico-économique et financière,
- Préparation du mécanisme de soutien à l'investissement,
- Etude de faisabilité sur le crédit stockage en lien avec l'UCCIA, le secteur financier et d'autres partenaires,
- Participation à l'intégration de la solution de traçabilité avec le crédit stockage,
- Participation à la préparation de l'ensemble des modules de formation,
- Co-animation des formations avec les autres membres de l'équipe,
- Préparation des rapports de mission.

2. EXPERT.E AGRO ECONOMISTE EN ANALYSE DES FILIERES AGRICOLES AUX COMORES (EXPERT.E NATIONAL.E)

Qualifications générales

- Diplômé BAC+5 en agronomie, agroéconomie, économie agricole ou équivalent sur les domaines des filières de rente avec une bonne connaissance des Comores.
- Au moins 5 ans d'expériences en analyse des filières de rente sur l'ensemble des maillons des chaînes de valeur (production, collecte et transformation/préparation).

Qualification spécifiques

- Au moins 5 ans d'expérience avec les consultations similaires en Afrique de l'océan indien,
- Avoir connaissance avérée dans la structuration du monde rural : organisation de producteurs, formation-conseil, gestion du territoire ou autre,
- Avoir une connaissance technique avérée et approfondie d'au moins 1 des filières d'exportation ylang-ylang, girofle, vanille,
- Expérience en assistance technique auprès de projets et programmes de renforcement des capacités de l'agriculture,
- Connaissance de l'entrepreneuriat rural et financement est un atout,
- Bonne connaissance de l'environnement agricole comorien,
- Expérience pratique de la formation d'agents d'appui au secteur agricole.

Expérience de la région et connaissance des langues

- Bonne connaissance des Comores, de préférence de la région océan indien,
- Expérience aux Comores est un atout avec une bonne connaissance du secteur agricole comorien,
- Parlé couramment la langue comorienne
- Français courant oral et écrit.

Rôle dans la mission

- Analyse technico économiques des filières de rente et maraîchère aux Comores,
- Analyse des investissements éligibles par filières pour le mécanisme de soutien aux investissements,
- Préparation des modules de formation sur l'analyse des filières,
- Participation aux formations sur l'analyse des filières.

3. UN.E EXPERT.E EN TRAÇABILITE DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES ET COSMETIQUES

Qualifications générales

- Diplômé BAC+5 en système d'information, informatique, ingénierie, management ou équivalent d'une école ou d'une université de réputation internationale,
- Au moins 10 ans d'expériences dans le développement de solution pour la traçabilité des produits agroalimentaires, cosmétiques, de parfumerie ou du médicament.

Qualification spécifiques

- Au moins 10 ans d'expérience avec les consultations similaires sur la mise en place de solution de traçabilité des produits agroalimentaires ou cosmétiques,
- Une expérience internationale d'au moins 3 pays sur la traçabilité,
- Bonne connaissance des exigences réglementaires en matière de traçabilité des produits agroalimentaires et cosmétiques en Union européenne et Amérique du nord,
- Une connaissance de laboratoires de contrôle des produits agroalimentaires et cosmétiques est un atout,
- Expérience pratique de la formation d'adultes.

Expérience de la région et connaissance des langues

- Expérience et connaissance de l'Afrique, de préférence de l'Afrique sub-Saharienne francophone est un atout,
- Français courant oral et écrit.

Rôle dans la mission

- Etude de faisabilité pour mettre une solution de traçabilité pour les produits issus des trois filières de rente,
- Proposition d'une solution de traçabilité des produits de rente aux Comores,
- Préparation du cahier des charges,
- Intégration d'une solution de traçabilité avec le financement des stocks et les crédits à l'exportation.

4. UN.E EXPERT.E EN PRATIQUES AGRO ECOLOGIQUES SUR LES FILIERES DE RENTE AUX COMORES

Qualifications générales

- Diplômé BAC+5 en agronomie, agro écologie, agro économie ou similaire, d'une école ou d'université de réputation internationale,
- Au moins 10 ans d'expériences dans le développement sur la problématique des pratiques agro écologiques, l'environnement et l'adaptation au changement climatique en lien avec l'agriculture.

Qualification spécifiques

- Au moins 10 ans d'expérience avec les consultations similaires en Afrique-subsaaharienne, notamment dans des zones en situation fragile,
- Une expérience internationale d'au moins 3 pays différents en Afrique-subsaaharienne,
- Expérience en analyse des filières sur les aspects de pratiques agro écologiques, environnementaux et sociaux,
- Une expérience en matière de projets d'adaptation au changement climatique / GRN,
- Bonne connaissance de l'introduction des technologies vertes et résilientes au changement climatique au niveau des entreprises ou des producteurs agricoles,
- Une connaissance en lien avec la finance verte est également un atout.

Expérience de la région et connaissance des langues

- Bonne connaissance de l'Afrique, de préférence de l'Afrique sub-Saharienne francophone,
- Expérience aux Comores est un atout avec une bonne connaissance des filières de rente,

- Français courant oral et écrit.

Rôle dans la mission

- Prise en compte des aspects de pratiques agro écologiques, environnementaux, sociaux et des mesures d'adaptation au changement climatique dans l'élaboration des outils d'analyse des filières et dans la préparation d'un mécanisme de soutien des investissements,
- Elaboration de modules de formation en lien avec la problématique environnement et climat des filières.

5. UN.E EXPERT.E EN COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES ET GESTION DE L'IMAGE DE MARQUE

Qualifications générales

- Diplômé BAC+5 en communication, marketing ou similaire, d'une université de réputation internationale,
- Au moins 10 ans d'expériences en communication et relations publiques pour des marques ou des événements haut de gamme.

Qualification spécifiques

- Au moins 10 ans d'expérience avec les consultations similaires en Afrique-subsaaharienne,
- Une expérience internationale d'au moins 3 pays différents dont au moins 1 dans un pays membre de l'OCDE,
- Expérience en assistance ou appui d'organisations ou entreprises au niveau international et en lien avec l'Afrique,
- Bonne connaissance des contextes des pays en Afrique sub-saharienne,
- Bonne connaissance des métiers du luxe en lien avec les cosmétiques, la parfumerie et la gastronomie,
- Expérience pratique dans l'accompagnement d'entreprises ou d'organisations.

Expérience de la région et connaissance des langues

- Bonne connaissance de l'Afrique, de préférence de l'Afrique sub-Saharienne francophone,
- Expérience aux Comores est un atout avec une connaissance des produits vanille, girofle et ylang-ylang,
- Français et anglais courant oral et écrit.

Rôle dans la mission

- Enquête et analyse auprès des acteurs de marchés internationaux (entreprises du luxe) sur les produits à l'exportation (acteurs de la gastronomie, des cosmétiques et de la parfumerie),
- Participation à l'élaboration des critères d'analyse de la commercialisation,
- Préparation des argumentaires sur la traçabilité et l'approche qualité pour les acteurs internationaux,
- Participation à la préparation des modules de formation sur l'analyse de la commercialisation des produits des filières,
- Participation aux formations sur l'analyse de la commercialisation des produits des filières (pour les entreprises et les établissements de crédit).

En plus des cinq experts clés, le consultant pourra proposer des expertises complémentaires nécessaires à la bonne exécution de la mission.

2) Budget

L'offre financière devra être présentée suivant le canevas du budget suivant :

	Unités	Quantités	Coûts unitaires (euros)	Total (euros)
Expert 1 financement	H/J			
Expert 2 agro économiste	H/J			
Expert 3 traçabilité	H/J			
Expert 4 pratiques agro écologique	H/J			
Expert 5 marketing	H/J			
Pool d'experts complémentaires	H/J			
Per diem	Nuitées			
Déplacements aériens internationaux	Nb. billets A/R			
Déplacements aériens nationaux	Nb. billets A/R			
Autres frais liés à la mission*	Forfait			
Totaux				

* à détailler en annexe de la présentation du budget

3) Références programmatiques AFIDEV

Planification globale : **accès au financement**

4) Modalités d'évaluation des offres

Expertise France sélectionnera l'offre qui présente la meilleure notation sur la base de la grille suivante :

1. Offre technique	Maximum (70)
Méthodologie et planification de la mission Le nombre de points attribué pour ce critère sera déterminé sur la base des cinq sous-critères et des poids en pourcentage suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) Compréhension des TdR et des buts des services à fournir (2 pts) (ii) La méthodologie est claire et complète : totalité des services, organisation décrite, ressources mobilisées, liste des activités, risques et hypothèses (10pts) (iii) La méthodologie est pertinente : elle apporte une valeur ajoutée aux TdR et contient des innovations (10) (iv) Le programme de travail est détaillé, réaliste et conforme aux TdR et à la méthodologie proposée (3pts) (v) Le nombre d'experts et le nombre prévu de jours de travail pour chaque expert sont bien dimensionnés pour réaliser de manière satisfaisante chaque activité (5pts) 	30
Expérience et qualification de l'équipe proposée :	50

<p>1) Expert en financement et mécanismes de sécurisation du crédit agricole – chef de mission (20 points) : 2,5 points par mission similaire sur le financement agricole, la garantie de crédit, le crédit stockage et les mécanismes à coûts partagés d'investissements agricoles (au plus deux par thématiques)</p> <p>2) Expert agro économiste en analyse des filières agricoles aux Comores (10 points) : 2,5 points pour la connaissance avérée et approfondie d'au moins 1 des filières d'exportation ylang-ylang, girofle, vanille et maraîchage.</p> <p>3) Expert en traçabilité des produits agroalimentaires et des cosmétiques (10 points) : 2,5 points pour expertise avérée et approfondie en traçabilité de produits agroalimentaires ou de cosmétiques selon des normes internationales.</p> <p>4) Expert en pratique agro écologique sur les filières de rente aux Comores (5 points) : 2,5 points pour la connaissance avérée et approfondie d'au moins 1 des filières d'exportation ylang-ylang et girofle sur les pratiques agro écologiques et les aspects environnementaux et sociaux majeurs de ces deux filières.</p> <p>5) Expert en communication, relations publiques et gestion de l'image de marque (5 points) : 2,5 points pour la promotion ou l'assistance d'organisations ou entreprises internationales dans les métiers du luxe en lien avec les cosmétiques, la parfumerie et la gastronomie (dans au moins deux pays).</p>	
2. Offre financière*	20
<p>3. : Intégration des considérations environnementales dans la méthodologie de mise en œuvre (10 points)</p> <p>Ce critère vise à évaluer la capacité du candidat à proposer une approche respectueuse de l'environnement dans la mise en œuvre de la mission. L'analyse portera par exemple notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La stratégie proposée pour réduire l'empreinte environnementale des activités de la mission, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> ○ Limitation des déplacements et recours à des modes de transport à faibles émissions ; ○ Réduction de l'utilisation de supports imprimés (favorisation du numérique) ; ○ Choix de prestataires ou de solutions locales et écoresponsables ; ○ Réduction de la consommation de ressources (eau, électricité, consommables) lors des formations, ateliers et interventions terrain. • L'intégration d'objectifs environnementaux dans l'appui technique aux filières agricoles, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sensibilisation aux bonnes pratiques agroécologiques ; ○ Encouragement à l'adoption de technologies vertes ou sobres en ressources ; ○ Prise en compte de l'adaptation au changement climatique dans les outils ou les modèles proposés ; ○ Inclusion de critères environnementaux dans les mécanismes de financement étudiés (ex : conditionnalité verte). <p>L'expérience du candidat en matière d'accompagnement environnemental ou de mise en œuvre de pratiques durables dans des projets similaires, appuyée si possible par des exemples ou des résultats concrets.</p>	10
SCORE TOTAL	100

**La note financière est obtenue pour chaque candidat par application de la formule : nombre de point maximum x montant de l'offre financière la moins-disante / montant de l'offre financière du candidat noté.*

Le prix est examiné seulement pour les offres dont la qualité dépasse le minimum acceptable. La phase d'évaluation des offres peut inclure à l'initiative d'Expertise France, une audition des candidats retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques.
